

Recherches sociographiques



Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*

Diane Lamoureux

Volume 31, numéro 3, 1990

La santé

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056557ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056557ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (1990). Compte rendu de [Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*]. *Recherches sociographiques*, 31(3), 435-437. <https://doi.org/10.7202/056557ar>

outre, il suffit de lire n'importe quel *Canadian Mines Handbook* pour voir que les petites corporations ne cèdent pas la place aux plus grandes; elles se multiplient sans cesse, bien qu'au gré de l'économie. Il est donc inexact de faire une adéquation entre les investissements dans l'exploration et le fait de trouver ou non des dépôts. Les rapports sont beaucoup plus complexes que cela.

Finalement, deux éléments essentiels ont été oubliés par l'auteur: les cours de technologie minérale (avec les options de traitement, d'exploitation et d'exploration) donnés dans trois cégeps, en Abitibi, en Gaspésie et dans les Cantons-de-l'Est, et la mise sur pied des associations professionnelles de prospecteurs, d'exploitants miniers et de géologues, groupements qui ont marqué la législation ainsi que la pratique dans l'industrie minérale québécoise. Ce dernier oubli est d'autant plus malheureux que l'Association des prospecteurs du Québec a joué un grand rôle dans le domaine de la fiscalité minière et qu'elle a été avec l'Association des mines de métaux du Québec un important interlocuteur de l'État.

Ce livre n'a pas de lecteur cible. Tous y trouveront des données de premier ordre: du vieux loup de l'industrie au sociologue et à l'historien intéressés par la dynamique de l'industrie minérale du Québec ou par les rapports étroits entre l'industrie et le gouvernement. Cet ouvrage est tellement important qu'il mérite la publication d'un fascicule additionnel de cartes et d'index.

Jacques GRONDIN

*Département d'anthropologie,
Université Laval.*

Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, V.L.B., 1989, 542 p. («Études québécoises».)

Un livre sur le Parti communiste canadien (P.C.) au Québec, publié en pleine période de bouleversements politiques en Europe de l'Est et en U.R.S.S., n'est pas sans présenter une certaine incongruité. Ce sentiment de bizarrerie s'accroît à la lecture des divers textes de cet ouvrage collectif: le parti pris descriptif de plusieurs collaborateurs permet de rendre accessibles de nouvelles connaissances et d'éclairer de façon originale une période de notre histoire, mais il occulte les analyses critiques qui s'imposeraient dans un contexte politique marqué par une triple crise du marxisme, à savoir une de l'idéologie, une des modèles politiques et une des organisations militantes.

Ce livre s'inscrit dans la série des travaux de recherche entrepris au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal depuis le début des années 1970 sur les mouvements politiques ouvriers au Québec. Les articles qui le composent sont groupés en trois sections, précédées d'une introduction qui fait une mise en situation tout en présentant la logique du livre, introduction sur laquelle je reviendrai. Le découpage retient les thèmes suivants: les rapports entre Parti communiste et société québécoise, les dirigeants de l'organisation et l'action dans les syndicats.

La première section commence par un texte de Marcel FOURNIER, qui semble n'être qu'un collage d'extraits de son ouvrage *Communisme et anti-communisme au Québec, 1920-1950*, publié 10 ans plus tôt. Il nous décrit les interventions des communistes en faveur des sans-travail, des femmes, des jeunes et des syndicats. Suit un texte de COMEAU et DIONNE sur le P.C. durant la Seconde Guerre mondiale, qui effleure à peine la période du pacte germano-soviétique pour se concentrer sur l'effort de guerre des militants communistes après 1941, période où il a atteint son influence maximale. Lucie LAURIN nous explique ensuite de quelle manière la « loi du cadenas », promulguée sous Duplessis en 1937, fut utilisée pour entraver les activités communistes ; elle aborde aussi les liens que le parti dut nouer avec les groupements de défense des libertés démocratiques pour obtenir son invalidation. Esther TRÉPANIÉ analyse l'œuvre de quelques peintres liés au P.C. pendant les années 1930. Cette section se clôt avec un article déjà publié ailleurs de Stanley B. RYERSON sur Norman Bethune. L'auteur décrit très bien la réalité sociale de Montréal dans les années 1930, mais reste un peu trop discret sur le célèbre médecin et son milieu.

La section suivante s'ouvre d'ailleurs sur un portrait hagiographique, en deux volets, du même Ryerson, portrait que Gregory S. KEALY avait déjà publié en anglais dans *Studies in Political Economy*. Elle se poursuit avec des notes de Marcel FOURNIER sur Fred Rose, seul député qu'ait jamais eu le parti à la Chambre des communes. Malgré son caractère fragmentaire, les propos nuancés comportent des informations utiles. COMEAU et DIONNE nous donnent ensuite une bonne idée de l'activité de Henri Gagnon, et l'on sent la sympathie profonde qui lie les auteurs à leur objet d'étude. DIONNE termine cette section avec un texte sur Gui Caron, le seul de cet ouvrage à mentionner que le fait de rompre avec le parti pour une raison politique précise (l'attitude du P.C. envers le rapport Khrouchtchev et l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques en 1956) peut conduire à un examen critique de son engagement antérieur (rôle de Caron dans l'expulsion de la « faction » Gagnon dans l'après-guerre).

La dernière section, sur le mouvement syndical, débute par une présentation assez journalistique de Louis FOURNIER sur le travail syndical de Léa Roback, qui nous permet de mieux comprendre le développement du syndicalisme industriel au Québec et d'évaluer l'énergie et le dynamisme de cette militante toujours fort active. On trouve ensuite deux articles qui éclairent les tentatives de recrutement du parti : le premier, de Andrée LÉVESQUE, déjà publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, porte sur la grève de Cowansville en 1931, tandis que celui de Béatrice RICHARD évoque le travail d'agit-prop du P.C. chez les bûcherons et les mineurs du Témiscamingue en 1933-1934. Richard DESROSIERS trace ensuite le profil de Bob Haddow, communiste et organisateur syndical du Congress of Industrial Organizations, dont il sera pourtant exclu à la faveur de la vague anticommuniste de la guerre froide. Denyse BAILLARGEON, elle, nous parle de deux autres victimes de la paranoïa anticommuniste des syndicats internationaux, Madeleine Parent et Kent Rowley. Enfin, COMEAU nous décrit les diverses tactiques employées pour saper l'influence des communistes dans les syndicats de marins.

Complètent le livre des annexes qui permettent de nous faire une idée approximative des effectifs du P.C. durant la période étudiée. On peut cependant regretter que le tableau ne distingue que les Canadiens français et les « autres », alors qu'il aurait été profitable de disposer d'une analyse plus fine de la composition ethnique du parti au Québec. La chronologie aurait gagné à être présentée en parallèle. Divisée en cinq parties subséquentes, elle est difficilement lisible. La bibliographie est bien étoffée et utile pour les personnes qui s'intéressent au sujet.

L'introduction souffre quelque peu de devoir être lue dans le contexte politique actuel. Son objectif est d'introduire les textes en soulignant que le P.C. a eu une influence sur la politique québécoise, principalement dans les années 1940, mais le fait que les auteurs aient, en plus, voulu procéder à une analyse de la nature du parti et des causes de son échec dans la province aurait dû les inciter à une rigueur dont ils ne font pas toujours preuve.

Dans ces pages, Comeau et Dionne font une «périodisation» en quatre temps : période gauchiste, front populaire, guerre froide et déstalinisation. À chacun, ils nous expliquent en quoi les tournants politiques du P.C. ont été dictés par la politique de l'Internationale communiste, du début des années 1920 jusqu'en 1943, puis par celle du Kominform dans l'après-guerre, le tout découlant du centralisme démocratique qui animait l'instance internationale. On ne peut nier que ces éléments aient pesé sur la destinée du parti, mais cela explique mal son incapacité à concevoir que le Québec puisse constituer une société distincte. Par ailleurs, les deux auteurs mentionnent les difficultés d'implantation du communisme en Amérique du Nord en général pour justifier la faiblesse du P.C. au Québec. Cela doit entrer en ligne de compte, mais n'est certainement pas suffisant puisque, avec une telle optique, on aurait du mal à expliquer la croissance de l'extrême gauche ici à la fin des années 1970.

En fait, on peut adresser deux reproches à cette introduction. D'une part, elle est extrêmement idéologique et, de plus, d'une idéologie qui emprunte ici et là. On y trouve à la fois une critique libérale du centralisme démocratique (incapacité de saisir les contextes spécifiques) et de la dépendance du P.C. par rapport aux décisions qui se prennent à Moscou, et une critique qui s'apparente à celle de l'extrême gauche mao-stalinienne (dans l'identification entre déstalinisation et déclin du parti au Québec), teintée de regret à la pensée de la «bonne époque» des années 1940. Le tout tient ensemble grâce à un soupçon de nationalisme qui a un peu trop tendance à réduire la société québécoise aux milieux canadiens-français.

D'autre part, il y a des silences qui, étant donné le sujet, sont des plus parlants. Ainsi, la période du pacte germano-soviétique est escamotée par la plupart des auteurs qui auraient pu en parler. Ce qui pose quand même un problème, non seulement dans le contexte actuel, mais également dans celui de l'époque, pour un parti où l'on trouve bon nombre de Juifs. Comme il s'agissait d'une composante essentielle du P.C. au Québec et que cette période a correspondu à un rapprochement avec des milieux nationalistes fortement imprégnés d'antisémitisme, il n'aurait pas été superflu de tenter d'en faire une évaluation. En outre, on comprend assez mal les rapports entre le Parti communiste et les autres courants critiques dans la société québécoise du temps.

Une autre critique que s'attire l'ouvrage tient à la quantité des redites qui contribuent certes à l'unité de l'ouvrage mais aussi à l'ennui du lecteur. Un meilleur travail de la part des deux responsables aurait pu pallier ce problème : ainsi, de plus longues introductions à chacune des sections auraient pu permettre aux auteurs de faire l'économie de mises en contexte répétitives. Malgré ses lacunes, le livre ouvre de nouvelles pistes de recherche et rend largement accessible une information qui autrement serait restée dans les archives ou dans la mémoire des militants de cette époque.

Diane LAMOUREUX

*Département de science politique,
Université Laval.*